

Cybermenaces et risques nucléaires

Depuis trois ans, Des Browne, Wolfgang Ischinger, Igor Ivanov, Sam Nunn et leurs organisations respectives¹ travaillent avec des personnalités et des experts d'un groupe d'États euro-atlantiques et de l'Union européenne pour élaborer des propositions visant à améliorer la sécurité dans des domaines fondamentaux d'intérêt commun.

*Ils ont créé le **Groupe de direction pour la sécurité euro-atlantique (EASLG)**, qui fonctionne comme une initiative indépendante et informelle, avec des participants reflétant la diversité de la région euro-atlantique, des États-Unis, du Canada, de la Russie et de quinze pays européens.*

Déclaration du EASLG (voir les 41 signataires*)

Nous sommes passés à une nouvelle ère nucléaire dans laquelle les cybermenaces modifient les risques nucléaires. Elles rendent plus probable le risque d'erreurs et d'accidents humains, d'erreurs de calcul ou de maladresses. Ces risques sont aggravés par la possibilité de cyberattaques de la part d'acteurs étatiques ou non étatiques se traduisant par le vol de matières nucléaires, par le sabotage d'une installation nucléaire, par une fausse alerte signalant une attaque de missile ou encore par l'intrusion dans les systèmes de commandement et de contrôle nucléaires.

Les conséquences d'une cyberattaque pourraient être catastrophiques, en conduisant à une catastrophe de type Fukushima ou à l'utilisation d'une arme nucléaire, ce qui pourrait avoir un impact sur tous les pays de l'espace euro-atlantique.

La réduction et la gestion des risques cybernétiques sont d'un intérêt commun essentiel pour toutes les nations de la région euro-atlantique. Les gouvernements ont la responsabilité de travailler ensemble pour atténuer ces risques.

Les pays de la région devraient engager des discussions pour parvenir au moins à une appréciation commune des cyberdangers concernant les installations nucléaires, les systèmes d'alerte stratégique et le système de commandement et de contrôle nucléaire. Ces dangers devraient être examinés de toute urgence, afin de prévenir les conséquences potentiellement catastrophiques d'une cyberattaque contre une installation nucléaire ou d'une guerre déclenchée par erreur.

En priorité, les pays pourraient travailler à l'élaboration de "règles de conduite" claires dans le cybermonde nucléaire et explorer les mécanismes permettant de développer et de mettre en œuvre des mesures réduisant ces risques.

Les nations de la région euro-atlantique sont aujourd'hui confrontées à toute une série de problèmes importants. Mais aucune d'entre elles ne devrait se détourner de la nécessité

¹ - European Leadership Network (ELN), Conférence de Munich sur la sécurité (MSC), Conseil russe des affaires internationales (RIAC), Nuclear Threat Initiative (NTI)

de prendre dès maintenant des mesures pratiques et urgentes pour réduire ces dangers réels et potentiellement catastrophiques.

*** Signataires de la déclaration conjointe du EASLG**

Co-organisateur

- **Des Browne**, Vice-président de Nuclear Threat Initiative; président du conseil d'administration et des directeurs du European Leadership Network ; et ancien secrétaire d'État à la défense du **Royaume-Uni**
- **Ambassadeur (Botschafter) Professeur Wolfgang Ischinger**, Président (Vorsitzender), Fondation de la Conférence de Munich sur la sécurité, **Allemagne**
- **Igor Ivanov**, Ancien ministre des affaires étrangères, **Russie**
- **Sam Nunn**, Coprésident de Nuclear Threat Initiative ; et ancien sénateur des **États-Unis**

Participants

- **Ambassadrice Brooke Anderson** ; Ancienne chef de cabinet du Conseil national de sécurité, **États-Unis**
- **Steve Andreasen**, Consultant en sécurité nationale, Nuclear Threat Initiative ; et ancien directeur de la politique de défense et de la maîtrise des armements, Conseil national de sécurité, **États-Unis**
- **Joel Bell**, Président de la Fondation Chumir pour l'éthique dans le leadership, **Canada**
- **Robert Berls**, Conseiller principal pour la Russie et l'Eurasie, Nuclear Threat Initiative ; et ancien assistant spécial pour les programmes Russie/NIS auprès du secrétaire à l'énergie des **États-Unis**
- **Philip Mark Breedlove**, Général (retraité), armée de l'air des États-Unis ; ancien commandant du Commandement américain en Europe et 17e commandant suprême des forces alliées en Europe de l'OTAN, **États-Unis**
- **William J. Burns**, Président, Carnegie Endowment for International Peace, **États-Unis**
- **Ambassadeur Richard Burt**, Président de Global Zero USA, **États-Unis**
- **E. Buzhinskiy**, Président du conseil d'administration du Centre PIR, vice-président du RIAC et général adjoint (retraité), **Russie**
- **Général (retraité) Vincenzo Camporini**, Vice-président de l'Istituto Affari Internazionali, **Italie**
- **Hikmet Çetin**, Ancien ministre des affaires étrangères, **Turquie**
- **James F. Collins**, (Amb. retraité) Senior Fellow, Programme Russie et Eurasie, Carnegie Endowment for International Peace, **États-Unis**
- **Amiral Giampaolo Di Paola**, Ancien chef d'Etat-major des armées; ancien président du Comité militaire de l'OTAN ; ancien ministre de la défense, **Italie**
- **Ambassadeur Rolf Ekéus**, Diplomate et président émérite de l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm, **Suède**
- **Sir Christopher Harper**, KBE, **Royaume-Uni**
- **James L. Jones**, Général (Ret), USMC ; Président, Jones Group International, **États-Unis**
- **Roderich Kiesewetter**, Membre du Bundestag, **Allemagne**
- **Bert Koenders**, Ancien ministre des affaires étrangères, **Pays-Bas**
- **Łukasz Kulesa**, Directeur de recherche et chef du bureau de Varsovie, European Leadership Network, **Pologne**
- **Imants Lieģis**, Ancien ministre de la défense, **Lettonie**

- **O. Faruk Loğoğlu**, Ancien ambassadeur aux États-Unis et sous-secrétaire du ministère des affaires étrangères, **Turquie**
- **Landrea Manciuili**, Chef de la délégation italienne à l'Assemblée parlementaire de l'OTAN, **Italie**
- **Ernest J. Moniz**, Coprésident et directeur général de Nuclear Threat Initiative ; et ancien secrétaire américain à l'énergie, **États-Unis**
- **Ferdinando Nelli Feroci**, Président, Istituto Affari Internazionali, **Italie**
- **Professeur Roland Paris**, Chaire de recherche universitaire en sécurité internationale et gouvernance, Université d'Ottawa, **Canada**
- **Paul Quilès**, Ancien ministre de la défense ; et président d'IDN (Initiatives pour le désarmement nucléaire), **France**
- **Bruno Racine**, Président de la Fondation pour la recherche stratégique, **France**
- **Ambassadeur Māris Riekstiņš**, Ancien ministre des affaires étrangères, **Lettonie**
- **Joan Rohlfing**, Président et directeur d'exploitation, Nuclear Threat Initiative, **États-Unis**
- **Sir John Scarlett**, Chef du service secret de renseignement 2004-2009, **Royaume-Uni**
- **Général Igor Petrovich Smeshko**, Ancien chef du service de sécurité (SBU) (2003-2005), **Ukraine**
- **Stefano Stefanini**, Ancien représentant permanent de l'Italie auprès de l'OTAN, membre du conseil d'administration de l'ELN, Senior Fellow non-résident du Conseil atlantique et directeur de Project Associates à Bruxelles, **Italie**
- **Adam Thomson**, Directeur, European Leadership Network, **Royaume-Uni**
- **Nathalie Tocci**, Directrice de l'Istituto Affari Internazionali ; et conseillère spéciale de la HRVP Federica Mogherini, **Italie**
- **Général (Ret) Dr. Erich Vad**, Professeur aux universités de Munich et de Salzbourg, **Allemagne**
- **William Wallace**, Rt Hon Lord Wallace of Saltaire, **Royaume-Uni**
- **Isabelle Williams**, Senior Advisory Global Nuclear Policy Program, Nuclear Threat Initiative, **Royaume-Uni**
- **Marcin Zaborowski**, Ancien directeur exécutif de l'Institut polonais des affaires internationales (2010-2015), **Pologne**